

L'AVEUGLEMENT A L'ETAT CHIMIQUEMENT PUR : GERER LA « LIGNE MAGINOT » ELECTRONIQUE

XR – septembre 2007

Ci-après, le dépliant d'une grande conférence internationale consacrée aux frontières (*Border Management Summit*) dont le programme est le suivant « Sécuriser les frontières terrestres et rendre plus fluides et rapides les flux touristiques et commerciaux licites ».

Par simple déduction, ce programme nous apprend ceci : des frontières doivent être sécurisées et certaines opérations, commerciales ou autres, sont illicites. De plus, sur la couverture du dépliant, un garde scrute l'horizon, jumelles aux yeux - ce qui révèle une inquiétude, la frontière passée - donc une absence de sûreté. Enfin, la présence comme orateur de l'ambassadeur du Mexique aux Etats-Unis suggère l'azimut problématique.

Voilà pour l'aspect problème. S'agissant maintenant des solutions, le titre nous apprend que, dans la conception des organisateurs du colloque, une frontière ne se *défend* pas, ni même se *garde*, mais qu'elle se *gère* (*border management*). Le passage de vocables militaires ou policiers à ceux issus de la culture d'entreprise est-il anodin ? A-t-il la moindre importance ?



Ouvrons le dépliant pour en juger.

Qu'y trouvons-nous ? Durant tout le colloque, que, et uniquement que, de la technologie, de l'électronique, de l'optique, de l'informatique, de la biométrie. Le dépliant contient mille détails sur tout le programme - on y apprend même qu'un *sponsor* de l'événement fait partie des « Cent Meilleures Entreprises pour les Mamans au Travail ».

Mais en revanche, le dépliant ne contient pas une ligne sur ce qui motive le colloque lui-même, sur ce qui *oblige* à « gérer » des frontières. On ne sait rien, et on n'en saura pas plus après la conférence, sur ce que le garde voit dans ses jumelles, sur quelles opérations peuvent bien être illicites ; sur ce qui pousse au fond des milliers d'hommes et de femmes à se rassembler à Washington au mois d'octobre 2007. Pourquoi faut-il surveiller la frontière et qui la franchit avec des intentions malveillantes, ou porteur de denrées illicites ? Pour quelle raison faut-il des « frontières biométriques » ? Comment expliquer le besoin d'une coopération renforcée entre officiels américains, canadiens et mexicains ? Et surtout face à qui ?

Main Conference Day One
Tuesday, October 23, 2007

Main Conference Day Two
Wednesday, October 24, 2007

7:15 Continental Breakfast & Registration

8:00 Welcome & Chairpersons Opening Remarks

8:30 Border Security Strategy
Chairperson: David W. Aguilar, Chief, Office of Border Patrol, US CUSTOMS AND BORDER PROTECTION

9:30 US-VISIT Program
Chairperson: Robert Mauer, Director, US-VISIT PROGRAM

10:30 Refreshment & Networking Break

10:40 Western Hemisphere Travel Initiative
Chairperson: Robert Luskina, Executive Director, Travel Security and Facilitation, US CUSTOMS AND BORDER PROTECTION

10:50 Secure Border Initiative – An Overview
Chairperson: Greg Davies, Executive Director, SECURE BORDER INITIATIVE

11:30 Leveraging Enterprise Data for Border Security
Chairperson: Bill Cooper, Vice President, Government Solutions, TETRADATA

11:45 Private Lunch Sponsored by **Boeing**

12:00 Immigration Reform and Border Management
Hon. Gary L. Simpson, Ambassador of Mexico to the United States

12:30 Continental Breakfast & Registration

1:00 Chairperson's Opening Remarks

1:30 SBInet
Keynote speaker: approach and evaluation of SBInet. Title: The SBInet development and deployment. Speakers: Marko and Steve Demko, US Customs and Border Patrol; Scott Lambert, Microsoft; and Patrick Hays, US Customs and Border Patrol.

2:00 Refreshment & Networking Break

2:30 Bowing Perspective on SBInet
Title: Bowing Perspective on SBInet. Speaker: Jerry McElroy, Vice President & Program Manager, State Border Initiatives, US Customs System, THE BOEING CORPORATION

3:00 Refreshment & Networking Break

3:30 Commercial Off-The-Shelf (COTS), Ultra Low Light EMCCD Camera Technologies
Chairperson: Robert Ulmer, President, REVIEWS, INC.

4:00 Tactical Communications in Border Protection
Chairperson: Kenneth M. Reichardt, Acting Assistant Commissioner, Office of Information and Technology, US CUSTOMS AND BORDER PROTECTION

4:30 US Operations and Vision
Chairperson: Kenneth J. Kelly, Director, Unmanned Aircraft Systems Program Office, US CUSTOMS AND BORDER PROTECTION AIR AND MARINE

4:45 Private Lunch

5:00 Conclusion of Main Conference

Vingt-quatre heures de discours ne nous diront rien là-dessus. Bandit, narcos, terroristes, cartels et mafias, trafiquants d'êtres humains, d'armes, de stupéfiants, de véhicules volés – qui forment collectivement le motif même de ce « sommet » - ont disparu dans les fumées de l'ivresse technologique.

Il n'y a pas d'ennemi. l'ennemi est un problème – or *l'homo technologicus* hait les problèmes – il est assoiffé, et exclusivement avide, de *solutions*. Les vingt-quatre heures du colloque ne font qu'égrener des *solutions* à un problème négligé au point de n'être pas *du tout* posé. Le malade est « soigné » en l'absence intégrale de diagnostic. Et l'ambassadeur du Mexique lui-même ne parlera que de *border management* - sans une allusion à ce qui, dans la réalité des choses, ravage durablement son pays.

Une certitude maintenant. Ignorer l'adversaire, se moquer du problème pour bondir sur la solution, considérer que l'ennemi va de soi, conduit forcément à la guerre de retard, pousse à ignorer ce qui est dangereux ou menaçant *aujourd'hui*, pour prendre comme seul « champ préalable d'inspection » les périls qu'on a en tête, ce qui est connu – donc forcément dépassé (sinon révolu) car relevant, pour user d'un second concept philosophique, de la « sphère des évidences courantes ».

Pourquoi ?

Parce que dans un monde instable et chaotique, les évolutions sont brutales, les mutations fréquentes, les hybridations quasi quotidiennes. L'ère de l'ennemi lourd, stable et lent – donc *identifié* - est révolue. Qui au Japon connaissait la secte Aum Shinrikyo avant l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo ? Qui aux Etats-Unis avait repéré la minuscule scission des « Branch Davidians » (elle-même issue des Adventistes du VII^e jour) avant les 170 morts d'Oklahoma City ? Qui y savait le sens du mot *Salafiya* avant les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam ? Qui se doutait qu'une modeste *jamaa islamiya* nommée *Fatah al-Islam* infligerait 140 morts à l'armée libanaise - soutenue explicitement par les Etats-Unis et en douce par Israël – avant de disparaître, nombre de ses guerriers et cadres s'étant volatilisés avant la prise de Nahr el-Bared ? Qui en Afrique connaissait le nom de la milice *Janjawid* avant les massacres du Darfour ?

La conférence de Washington « protège » la frontière des Etats-Unis, et la protègera, contre des périls des années 90, n'existant plus que comme phénomène de persistance rétinienne, comme ces étoiles qu'on voit encore briller – mais dont seul l'éclat luit encore, le corps stellaire lui-même, infiniment lointain dans l'espace et dans le temps, ayant disparu de longue date.

Ce problème de la capacité d'alerte, de l'analyse aussi proche que possible du temps réel, de décèlement précoce des dangers et menaces du monde, est à vrai dire le seul que nous ayons à résoudre. Les arrangements administratifs, les problèmes de personne doivent être considérés dans cette seule perspective, sinon, la prochaine attaque terroriste, la prochaine vague criminelle, nous surprendront encore et les institutions qu'il s'agit aujourd'hui de mettre en ordre de bataille seront réduites à compter les coups et à commenter les défaites – au lieu d'avoir pu prévenir et analyser *à temps*. ■

La police surprise par les émeutes de 2005

Selon un chercheur du ministère de l'Intérieur, les forces de l'ordre n'étaient pas préparées.

« La hiérarchie policière reconnaît avoir été surprise par le phénomène. La coordination des moyens de sécurité s'est réalisée lentement : c'est un constat sans langue de bois sur l'attitude des forces de l'ordre durant les violences urbaines de l'automne 2005, qui vient de paraître dans les « Cahiers de la sécurité » (numéro de juillet-septembre 2007) (1), la revue de l'Institut national des hautes études de sécurité (In-

Libé 12/09/07
hes), organe de recherches et de formations du ministère de l'Intérieur.

Grenade. Son auteur, Olivier Hassid, universitaire et chercheur, spécialiste de la sécurité et de la gestion des risques en Europe, s'est appuyé sur des témoignages (policiers, élus, préfets, responsables associatifs) et des statistiques (ministère de l'Intérieur, assureurs) pour analyser des violences qui furent « inédites, à la fois dans leur durée et leur diffusion ».

Il réfute la perception de certains observateurs d'une France « à feu et à sang » mais insiste sur le « chevauchement de deux phénomènes distincts » : d'une part, une série d'actes violents brutaux mais fortement concentrés dans le temps et géographiquement (du 27 octobre au 4 novembre 2005 en Ile-de-France) et, d'autre part, à partir du 4 novembre un phénomène « beaucoup plus ample et plus long », sur tout le territoire national, de violences urbaines « de gravité faible » consistant en des voitures incendiées et des feux de poubelles.

À la lecture de ces événements, Olivier Hassid affirme que « le temps de réaction des forces de l'ordre apparaît souvent long. À plusieurs reprises, la police est surprise. Ainsi, tout d'abord, au début des violences urbaines, à tous les niveaux de l'administration policière, on reconnaît ne pas avoir anticipé ce type d'événement ». Olivier Hassid

revient sur le démarrage des émeutes après la mort de deux jeunes électrocutés à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 27 octobre 2005, pour souligner qu'après un bref retour au calme, l'explosion d'une grenade près de la mosquée de Clichy-sous-Bois « ravive les tensions ». Lors des nuits les plus « chaudes », « la tactique policière pour combattre les violences urbaines n'est pas la bonne, analyse le chercheur. Les CRS et des unités locales font bloc face aux émeutiers. Or cette tactique multiplie les risques d'affrontements entre policiers et émeutiers et donc le risque de blessés. Il faudra quelques jours à la Direction générale pour intimer l'ordre aux directeurs départementaux de la sécurité publique de modifier la tactique ». À partir du 4 novembre, « des confrontations bloc contre bloc sont abandonnées au profit d'interventions plus dispersées ».

« Inédit ». Dans la « combinaison » de facteurs pouvant expliquer « les réactions lentes » de la police nationale, le chercheur pointe « la mise en sommeil de la police de proximité et des cellules de veille dans les quar-

tiers ». Au ministère de l'Intérieur, un haut fonctionnaire affirme que « les événements de l'automne 2005 et la façon dont ils ont été gérés ont permis d'adapter certaines méthodes de travail. Mais le caractère inédit de ce qui s'est passé faisait que nous n'avions pas la possibilité d'anticiper l'événement. C'était une crise qui dépassait l'aspect technique de notre métier ».

JACKY DURAN
(1) 18 euros, diffusé par la Documentation française.

Les chefs du Fatah Al-Islam et une centaine de djihadistes ont échappé à l'armée libanaise

BEYROUTH
CORRESPONDANTE
Libé 13/09/07

Une bonne centaine de miliciens du groupe djihadiste Fatah Al-Islam sont en fuite depuis la chute du camp de réfugiés palestiniens de Nahr Al-Bared, le 2 septembre, a révélé au Monde une source sûre, mardi 11 septembre. Les fugitifs s'étaient répartis en 13 groupes de 7 à 10 membres chacun, a ajouté la même source, qui a requis l'anonymat.

D'après les estimations de l'armée, le Fatah Al-Islam comptait quelque 300 miliciens à Nahr Al-Bared. Le jour de la chute du camp, où le groupe avait pris ses quartiers depuis fin novembre 2006, 45 miliciens ont été tués et 24 autres ont été capturés, a indiqué, mardi 4 septembre, le chef des opérations militaires de l'armée, le colonel François Al-Haj. Au total, depuis le début de l'« affaire » Fatah Al-Islam, 222 combattants djihadistes ont été tués et 202 autres ont été capturés, a précisé mardi le ministre de la défense, Elias Murr. Ces chiffres, qui incluent des miliciens tués et capturés à l'extérieur du camp depuis novembre 2006, impliquent que le groupe comptait bien plus que les 300 miliciens évoqués par l'armée.

Questions sans réponse

« Neuf jours après la fin de la guerre de Nahr Al-Bared », les militaires continuent de ratisser les nombreux villages et vergers environnants. Ils ont réussi, souvent avec l'aide de la population, à capturer certains fugitifs. Plusieurs questions demeurent toutefois sans réponse :

— Quand et comment la centaine de miliciens, dont le dirigeant du Fatah Al-Islam, Chaker Al-Absi, son chef militaire, Chahine Charhine, et son porte-parole, Sélim Taha, ont-ils réussi à échapper à l'état qui les militaires avaient serré jusqu'à l'étranglement de leur espace vital, lors des deux dernières semaines de la guerre ? Les fugitifs ont-ils bénéficié de complaisances ? Et comment, avant eux, l'un de leurs responsables, Chehab

Al-Qadour, alias « Abou Houreira », a-t-il réussi à fuir le camp par la mer et à se rendre dans le sud du pays, pour être ensuite tué, début août, à un barrage de la police à Tripoli, capitale du Liban nord ? D'autres miliciens et/ou dirigeants n'ont-ils pas fui en même temps que lui ?

— Les fugitifs n'ont-ils pas définitivement réussi, neuf jours après avoir échappé à l'armée, à trouver refuge en des lieux sûrs ? Le risque n'existe-t-il pas, dans ce cas de figure, de les voir se livrer à des actes terroristes ? Une douzaine d'attentats plus ou moins graves militaires ont été commis en différents points du territoire durant le conflit. Le colonel Georges Khoury, chef du renseignement militaire, a déclaré il y a quelques jours qu'il ne faisait aucun doute que ces actes visaient à disperser les efforts de l'armée, pour alléger la pression exercée contre le Fatah Al-Islam dans le camp de Nahr

MOUNA NAÏM